

Il est notamment chargé :

- d'adopter le règlement intérieur du FER,
- de délibérer et de voter le budget de fonctionnement du FER,
- de proposer au ministre chargé des finances le taux de la redevance d'usage routier,
- d'approuver les crédits d'entretien routier proposés par la direction générale des travaux publics sur la base du programme annuel d'entretien routier,
- d'approuver le rapport d'activités de la direction du FER et d'arrêter les comptes du FER en fin d'exercice,
- de contrôler la gestion administrative et financière du FER.

Art. 9 — Le conseil des routes se réunit une fois par trimestre.

Il élit en son sein, pour une durée d'un an renouvelable, un comité exécutif ainsi composé :

- un président
- un vice-président
- un rapporteur

Le comité exécutif examine dans l'intervalle des sessions du conseil des routes, toutes les questions relevant de la compétence du conseil des routes et veille à la bonne exécution des décisions du conseil.

Art. 10 — Les fonctions de membres du conseil des routes et du comité exécutif sont gratuites.

Art. 11 — Le fonctionnement du conseil des routes et celui du comité exécutif sont fixés par le règlement intérieur adopté par le conseil des routes.

SECTION II - De la direction du FER

Art. 12 — Le FER est placé sous l'autorité d'un directeur nommé par le conseil des routes. Il peut être relevé de ses fonctions dans les mêmes conditions.

Art. 13 — Le directeur assure sous l'autorité et le contrôle du Président du conseil des routes l'administration du FER.

Il exécute les délibérations et les décisions du conseil des routes.

Il est l'ordonnateur du budget du FER.

Il prépare et soumet au conseil des routes le projet de budget de fonctionnement du FER.

Il recrute et licencie le personnel nécessaire au fonctionnement du FER dans les limites des crédits du budget de fonctionnement du FER et sous réserve de l'accord du conseil des routes.

Il est responsable de sa gestion devant le conseil des routes.

Il soumet au conseil des routes, à la deuxième session trimestrielle, le programme annuel d'activités proposé par la direction générale des Travaux publics.

Il représente le FER en justice et dans les actes de la vie civile.

CHAPITRE IV TUTELLE

Art. 14 — Le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien du réseau routier est assuré par la direction générale des Travaux publics et un expert désigné par le comité exécutif du conseil des routes.

Art. 15 — Le directeur général des Travaux publics participe aux séances du conseil des routes sans droit de vote.

Art. 16 — Les décisions et les délibérations du conseil des routes sont transmises à titre de compte rendu au ministre chargé des travaux publics. Elles sont exécutoires huit (8) jours après cette transmission.

Toutefois, le budget de fonctionnement et les crédits d'entretien routier approuvés par le conseil des routes, sont exécutoires quinze (15) jours après leur communication à l'autorité de tutelle.

Art. 17 — Le ministre de tutelle peut, sur rapport du directeur général des travaux publics, suspendre l'exécution de toutes décisions du conseil des routes contraires aux objectifs du FER.

Art. 18 — Un commissaire aux comptes, chargé du contrôle de la gestion financière du FER, est nommé par arrêté conjoint des ministres chargés des travaux publics et des finances.

Art. 19 — Les comptes du FER, arrêtés par le conseil des routes, après avis du commissaire aux comptes, sont soumis à l'approbation d'un comité composé des ministres chargés des travaux publics, du commerce, de l'intérieur, du plan, des finances et de l'agriculture.

CHAPITRE V DISPOSITIONS FINALES

Art. 20 — Des décrets en conseil des ministres détermineront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

Art. 21 — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment la loi n° 56-10 du 28 décembre 1956 portant création d'un fonds routier et la loi n° 57-20 du 6 juin 1957 la modifiant.

Art. 22 — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 10 janvier 1997

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

LOI N° 97-03 du 10 janvier 1997 autorisant la ratification de l'accord portant modification de la IV^e convention ACP-CE de Lomé, signé à Maurice le 04 novembre 1995

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté ;
Le Président de la République Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'Accord portant modification de la IV^e Convention ACP-CE de Lomé, signé à Maurice le 4 novembre 1995.

Art. 2 — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 10 janvier 1997

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS, ET ANNONCES

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION N° 401/MIS-SG-DAP-SC-DSC DU 23/04/97

Titre de l'Association : "Appui au Développement et à la Santé Communautaire" (A. DE. S. CO.)

Siège : Sokodé - Togo

- Buts :* - Recenser les problèmes des communautés et des jeunes diplômés sans emploi ;
- Sensibiliser les membres de l'association sur la portée sociale des problèmes des communautés en général, des femmes et des enfants en particulier ;
- Organiser la masse communautaire pour qu'elle prenne conscience de son importance dans le développement socio-sanitaire de son milieu voire de la nation entière.

Lomé, le 23 avril 1997

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

Séyi MEMENE

N° 354 MIS-SG-APA-PC DU 18/04/97

Titre de l'Association : "Communauté Chrétienne pour les Prisonniers" (C.C.P.)

Siège : Lomé - Togo

- Buts :* - Apporter un soutien tant moral que matériel aux prisonniers et aux membres de leur famille ;
- Oeuvrer pour la prise en charge des prisonniers par eux-mêmes une fois libérés, aux fins d'une meilleure intégration dans la société.

Lomé, le 18 avril 1997

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

Séyi MEMENE

N° 344 MIS-SG-APA-PC DU 15/04/97

Titre de l'Association : "Institut de Recherche Appliquée au Développement" (I. R. A. D. MALUK)

Siège : Lomé - Togo

- Buts :* - Promouvoir la recherche dans le domaine du développement économique, social et humain ;
- Développer chez ses membres des qualités de dirigeants et de citoyens responsables qui ont à cœur le bien-être de la communauté humaine à l'échelle locale et mondiale ;
- Créer des occasions d'acquérir une meilleure compréhension des affaires locales, nationales et mondiales concernant le développement.

Lomé, le 15 avril 1997

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

Séyi MEMENE

N° 365 MIS-SG-APA-PC DU 21/04/1997

Titre de l'Association : "Shotokan Karaté-do International - Togo" (S. K. I.)

Siège : Lomé - Togo

- Buts :* - Créer et entretenir parmi ses membres un esprit sportif, de respect, de dignité et d'honorabilité ;
- Favoriser l'initiation, la formation, le perfectionnement et la pratique du karaté de ses membres ;
- Organiser des compétitions officielles ;
- Promouvoir le karaté à travers l'organisation de stages internationaux avec la participation d'éminents spécialistes de karaté

Lomé, le 21 avril 1997

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

Séyi MEMENE

N° 427 MIS-SG-DAPSC-DSC DU 30/04/97

Titre de l'Association : "Association d'Appui aux Activités de Santé Communautaire" (3A. S. C.)

Siège : Dapaong - Togo

- Buts :* - Aider à la création de comités de santé qui mobiliseront les communautés afin qu'elles participent mieux à l'effort de santé ;
- Informer et éduquer les populations sur les problèmes de santé ;
- Participer à l'amélioration des soins curatifs, préventifs et promotionnels de qualité au niveau des unités de soins périphériques ;
- Développer le système d'approvisionnement en médicaments essentiels et consommables médicaux dans l'esprit de l'initiative de Bamako, par la mise en place d'une centrale régionale d'approvisionnement en médicaments.

Lomé, le 30 avril 1997

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

Séyi MEMENE